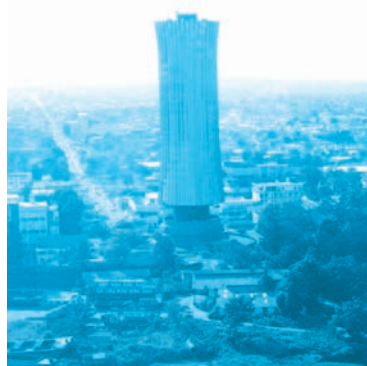




COOPÉRATION

Denis Sassou N'Guesso en séjour de travail à Paris



Le président Denis Sassou N'Guesso est arrivé dans la capitale française pour une visite officielle du 22 au 26 mai. Son séjour de travail prévoit aujourd'hui un tête-

à-tête avec le président Emmanuel Macron au palais de l'Élysée. En fin d'après-midi, le chef de l'État congolais va échanger avec le président du Sénat français, Gérard

Larcher. Puis il rencontrera le patronat français. Il est prévu la signature d'une convention avec le Port autonome de Pointe-Noire.

Page 16

FOOTBALL

La Fifa sanctionne les membres de la Commission ad hoc



La Commission de discipline de la Fédération internationale de football association (Fifa) a décidé de suspendre provisoirement jusqu'au 2 août prochain les principaux responsables de la Commission ad hoc dissoute de la Fédération congolaise de la discipline. Il s'agit de William Bouaka, Francky Loemba, Bruno Monka, Djim Oumar, et Tinio Mandounou.

Page 16

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Saris-Congo veut réaliser 80 000 tonnes de sucre d'ici à 2028

La distillerie de Saris-Congo en construction permettra d'augmenter sa production de sucre à 80 000 tonnes d'ici à trois ans et de produire de l'éthanol destiné aux secteurs pharmaceutique, cosmétique et énergétique. Après avoir évalué le niveau d'exécution des travaux de cette infrastructure, le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes, a annoncé que sa mise en service est prévue en juin prochain.



Page 3

La visite du ministre sur le site DR

ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

Nomination des administrateurs-maires

Les administrateurs-maires d'arrondissement et de communauté urbaine ont été nommés, le 21 mai, en tenant compte de la nouvelle configuration territoriale du Congo et de ses quinze départements dont les trois nouveaux : Nkeni-Alima, Congo-Oubangui et Djoué-Léfini. À Brazzaville, dans le cinquième arrondissement Ouenzé, Grâce Steph

Ivossot succède à Marcel Nganongo désormais préfet de la Bouenza, tandis que Guy Ruffin Adampot a remplacé Ida Victorine Ngampolo dans le neuvième arrondissement, Djiri. À Pointe-Noire, Yolande Batchi Landou prend la place de Jean Toussaint Max Loemba dans le quatrième arrondissement, Loandjili.

Page 16

Éditorial

Égalité numérique

Page 2

ÉDITORIAL

Égalité numérique

Les enjeux qui sous-tendent la problématique du numérique au Congo touchent des dimensions stratégiques majeures dans un contexte où ces autoroutes de l'information sont devenues le socle de la compétitivité, de la souveraineté et du développement durable. Fort de ses atouts géographiques et de ses infrastructures, le pays veut renforcer et accélérer la transformation numérique, mais dans la pratique, l'accès des femmes à ces outils semble encore faible.

Malgré le lancement de la stratégie digitale « Vision 2030 » qui promeut les compétences numériques féminines à laquelle s'ajoutent les initiatives prises par les entreprises de téléphonie mobile, lever ces barrières appelle à des réformes, notamment au niveau du système éducatif, un domaine où les hommes excellent davantage.

Dans l'optique de réduire cette fracture et d'atteindre un tel objectif, le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique a plaidé, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des télécommunications, pour un plus grand accès des femmes au numérique. « Investir dans le potentiel numérique des femmes, c'est investir dans le progrès de toute société », déclarait-il tout en invitant à faire de cette journée un point de départ renouvelé pour l'émancipation numérique de la gent féminine.

Les inégalités d'accès au numérique relèvent de différents paramètres dont l'Etat doit se préoccuper. Il s'agit, en particulier, d'intégrer dès le secondaire l'informatique dans les programmes scolaires, aussi bien dans l'enseignement public que privé. Une intégration qui permettra une familiarisation à cet outil dès le jeune âge.

Les Dépêches de Brazzaville

JOURNÉE MONDIALE DE LA MÉTROLOGIE

Les agents des organisations intergouvernementales et nationales à l'honneur

Dans le cadre de la célébration chaque 20 mai de la Journée mondiale de la métrologie, le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, Antoine Nicéphore Fylla Saint-Eudes, a rendu public un message du gouvernement dans lequel il a reconnu le rôle de ce secteur stratégique.

Le ministre Antoine Nicéphore Fylla Saint-Eudes a exhorté les métrologues à ne ménager aucun effort pour aider à la mise en place d'un système national de mesure cohérent avant d'inviter les détenteurs d'instruments de mesure à les soumettre aux opérations d'étalonnage et de vérification pour garantir la fiabilité de la mesure et satisfaire les consommateurs.

La Journée mondiale de la métrologie est organisée et célébrée conjointement par le Bureau international des poids et mesures et l'Organisation internationale de métrologie légale, avec la participation des organisations nationales chargées de la métrologie, un domaine au centre des activités socio-économiques. « A travers la célébration de cette Journée, la communauté internationale des métrologues met en œuvre les différentes activités pour augmenter et renforcer les connaissances du grand public sur l'importance et les avantages de la métrologie, science de la mesure et de ses applications », a indiqué Antoine Nicéphore Fylla Saint-Eudes.

Le thème choisi pour l'année 2025 est « Les mesures à tous les temps, à tous les peuples », pour souligner l'intérêt des mesures dans la manière de façonner le présent et de projeter le futur. L'objectif étant de promouvoir le rôle des mesures dans la facilitation du commerce mondial, de garantir la conformité aux normes et réglementations des produits, et satisfaire les attentes des clients en matière de qualité.

Pour le ministre, cette année, le gouvernement a célébré la première journée nationale sur le thème « La métrologie dans notre vie quotidienne ». Le but étant de sensibiliser l'opinion nationale à la place qu'occupe la



Le ministre lisant la déclaration du gouvernement/Adiac

métrologie dans les activités quotidiennes. « C'est pourquoi, l'Agence congolaise de normalisation et de la qualité, organe technique chargé de piloter le système national de métrologie en République du Congo, a été instruite par mes soins de procéder à l'accélération des campagnes de sensibilisation afin que tous les consommateurs aient des connaissances minimales nécessaires en la matière. La métrologie doit dorénavant faire partie de notre quotidien », a fait savoir Antoine Nicéphore Fylla Saint-Eudes. Il a rappelé qu'à l'instar du Congo, la communauté internationale a célébré le 20 mai cette journée; ce qui correspond à l'anniversaire de la signature à Paris, en 1875, de la convention

du mètre. Ce traité a permis de poser les fondements d'un système mondial de mesures cohérent essentiel pour les découvertes et l'innovation scientifique, la production industrielle et le commerce international. Notons que la métrologie est l'ensemble des moyens techniques utilisés pour le contrôle dimensionnel des pièces. C'est, en effet, un terme que la plupart des concitoyens ignorent et que l'on confond volontiers avec la météorologie. Pourtant, la « métrologie » est omniprésente au quotidien et les citoyens l'utilisent tous les jours pour faire les courses, la cuisine, le plein d'essence, le contrôle de pression des pneus, le prélèvement de la tension artérielle.

Rude Ngoma

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION
Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

PAO – MAQUETTE
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL
Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES
Direction : Kiobi Abira
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION
Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE
Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS
Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguét Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC
Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

La nouvelle distillerie de Saris Congo bientôt opérationnelle

Le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, Antoine Thomas Nicéphore Fylla-Saint Eudes, a salué l'évolution des travaux de construction de la distillerie de la Société agricole de raffinage industriel du sucre (Saris). Cette infrastructure qui pourrait booster le secteur de production de l'éthanol sera lancée officiellement dans les prochains jours, a indiqué le ministre lors de sa récente visite sur les lieux.

Les travaux de construction de la nouvelle distillerie moderne portée par la Saris Congo, filiale du groupe français Somdiaa, avancent normalement. D'un coût estimé à 15 milliards FCFA, cette distillerie est en cours de construction depuis 2023 et sera mise en service en juin, à l'ouverture de la prochaine campagne sucrière. Elle produira de l'éthanol à 96°, destiné aux secteurs pharmaceutique, cosmétique et énergétique.

Avec une capacité de 50 m³ par jour, soit plus de 6 millions de litres d'éthanol par an, elle couvrira entièrement les besoins du marché congolais, actuellement estimés à 5,5 millions de litres. La matière première utilisée sera constituée de 25 000 tonnes de mélasse, un sous-produit issu du raffinage de la canne à sucre, valorisant ainsi les résidus agricoles pour produire une



La visite du ministre sur le site DR

énergie durable. C'est, en effet, un outil qui pourrait transformer durablement l'économie locale et nationale.

La technologie employée provient de la société indienne Praj, réputée pour son expertise dans les bioénergies, tandis que les travaux sont exécutés par l'entreprise Congo Contracting. Lors de la visite du ministre

qui était accompagné des représentants de l'Agence congolaise de normalisation et de la qualité, il s'est dégagé le constat selon lequel le respect des normes est de rigueur.

L'objectif est de positionner l'éthanol produit à Nkayi, dans le département de la Bouenza, comme un standard de qualité, en accord

avec les exigences environnementales, sanitaires et industrielles modernes. Cette démarche de certification est d'autant plus stratégique qu'elle ouvre la voie à d'éventuelles exportations futures. Les retombées économiques et sociales sont attendues à plusieurs niveaux : création des dizaines d'emplois directs, relance de l'ac-

tivité industrielle à Nkayi, et réduction de la dépendance du pays aux importations d'éthanol.

Plus largement, cette distillerie s'inscrit dans la stratégie d'expansion de Saris Congo, qui prévoit également d'augmenter sa production de sucre à 80 000 tonnes d'ici à 2028 grâce à un investissement supplémentaire de 34 milliards FCFA. Par ailleurs, la diversification agricole est au cœur de la vision de l'entreprise, qui entend développer la culture du maïs et du soja, contribuant à la sécurité alimentaire et à la souveraineté économique de la République du Congo. Ce projet de distillerie symbolise ainsi une nouvelle dynamique industrielle, fondée sur l'innovation, la durabilité, la normalisation de la qualité et l'intégration locale.

Rude Ngoma

FRANCE-CONGO

Agnès Pannier-Runacher s'entretient avec son homologue Arlette Soudan-Nonault

En prélude à la mission officielle du chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, en France les 22 et 23 mai, Arlette Soudan-Nonault, ministre congolaise de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, secrétaire exécutive de la Commission Climat du Bassin du Congo, s'est entretenue avec Agnès Pannier-Runacher, ministre française de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche.

L'entretien entre les deux personnalités s'est tenu le 21 mai avec, en ligne de mire, la COP 30 de Belém, et en ayant en mémoire le dixième anniversaire de l'adoption de l'Accord de Paris. À l'ordre du jour, deux points essentiels, à savoir la poursuite du partenariat avec la Direction générale de la prévention des risques et l'appui à l'élaboration d'un plan national de gestion des déchets et son opérationnalisation. La structure française partenaire ciblée est l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Ont été également abordés les points faisant l'objet de la mission présidentielle. Ce qui a permis à la ministre française de rappeler tout d'abord que la COP30 à Belém coïn-

cide cette année avec le dixième anniversaire de l'Accord de Paris. De ce fait, il est important de s'assurer de sa bonne mise en œuvre. Il est question, par rapport à cette assurance, de veiller à l'augmentation des financements affectés au climat afin qu'ils aillent effectivement vers les pays qui en ont le plus besoin, en particulier les pays vulnérables, notamment ceux de l'Union africaine. Autre rappel, l'organisation de la Conférence des Nations unies sur les océans qui se déroulera à Nice sous l'égide de la France et du Costa Rica. La République du Congo répondra « présente » aux différents points retenus à l'agenda français. En ce qui concerne la biodiversité marine, Arlette Soudan-Nonault



La ministre Arlette Soudan-Nonault et son homologue Agnès Pannier-Runacher, Paris, mai 2025 DR

a souligné l'importance du Congo dans ce domaine car abritant deux grandes aires marines protégées. « Nous avons également évoqué l'un des aspects de la venue du président de la République à Paris, à savoir la création à Brazzaville de la future école sur la criminalité environnementale », a-t-elle confié.

Cet échange a été qualifié d'amical et de productif par la ministre française à l'approche de l'Unoc et de la COP30. Coopération bilatérale, océan, forêts, climat, traité plastique : « La République du Congo est un acteur-clé pour faire avancer l'agenda climatique et environnemental », a-t-elle écrit sur son réseau social.

Marie Alfred Ngoma



Musée
du Bassin du Congo

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
MODERNITÉ

**Expositions
et projections :**

- ✓ Sculptures
- ✓ Peintures
- ✓ Céramiques
- ✓ Musique

**Horaires
d'ouvertures :**

Du Lundi au
Vendredi : **9H-17H**
Samedi : **9H-13H**



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Vingt universités africaines parmi les meilleures au monde

Le classement Shanghai 2024 qui répertorie les meilleures universités du monde connaît une avancée significative en Afrique. Pour la première fois, vingt établissements d'enseignement supérieur africain ont intégré le top des 1000 meilleurs au monde contre seulement cinq en 2014.

L'Afrique du Sud et l'Egypte dominent largement le palmarès, avec chacune d'elles huit universités dans la liste, illustrant leur position de leaders en matière d'enseignement supérieur sur le continent. Des établissements comme l'université du Cap (Afrique du Sud) classée 201e mondiale et l'université du Caire (Egypte) s'illustrent par leur production scientifique, leur coopération internationale et l'impact de leurs recherches. D'autres pays font une percée notable à l'instar du Maroc, de la Tunisie, du Ghana et de l'Ethiopie, qui intègrent chacun un établissement dans ce classement, renforçant la diversité géographique de l'excellence africaine. "Ce bond en avant" s'explique aussi par la volonté de plusieurs pays africains d'aligner les standards de formations aux critères internationaux, notamment à travers la publication d'articles dans des revues de haut niveau, la mobilité des chercheurs et le développement des pôles d'innovation. Toutefois, des défis subsistent pour permettre à d'autres universités africaines de rivaliser avec les autres : infrastructures insuffisantes, financement limité de la recherche et la fuite des cerveaux freinent encore le développement de nombreuses académies. Le classement des vingt universités africaines parmi les mille meilleures au monde, selon Shanghai 2024, est établi en fonction de six indicateurs, notamment le nombre de prix Nobel obtenus, le nombre de chercheurs les plus cités, le nombre d'articles publiés et cités ainsi que les performances académiques des étudiants.

Jean Pascal Mongo-Slyhm, stagiaire

DROITS DE L'HOMME

Grâce Herval Lassy Mbouity retrouvé dans un état « méconnaissable »

Porté disparu depuis le 11 mai, le jeune opposant Lassy Mbouity, du parti « Les socialistes », a été retrouvé le 20 mai au bord de la rivière Madoukou, dans le 3e arrondissement de Brazzaville, Poto-Poto, dans un état « piteux », selon plusieurs sources concordantes. D'après des témoignages, Grâce Herval Lassy Mbouity avait été enlevé à son domicile le 11 mai par des hommes armés et cagoulés. Dans une déclaration rendue publique le 16 mai, l'Observatoire congolais des droits de l'homme demandait aux forces de sécurité intérieure de prendre toutes les mesures nécessaires pour sa libération.

Les Dépêches de Brazzaville

SÉNÉGAL

Les bases militaires étrangères appelées à quitter le pays d'ici à juillet

Le Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko, a fait l'annonce lors de sa visite au Burkina Faso.

«Depuis un an que nous sommes au pouvoir, nous avons posé des actes de souveraineté et je m'en veux pour preuve la présence de bases militaires. Nous avons dit qu'on ne peut pas admettre au Sénégal, qu'il y ait une présence de bases militaires étrangères. Et tout pays qui avait une base étrangère au Sénégal, on l'a notifié pour dire que nous demandons à ce qu'il retourne toutes ses troupes du Sénégal», a déclaré Ousmane Sonko. Le chef du gouvernement sénégalais a soutenu que «cette opération est lancée» et « il y a deux jours une base militaire a été libérée et le processus prendra fin d'ici le mois de juillet et le Sénégal n'aura plus sur son sol de bases militaires étrangères». «Pour moi cela doit être un acte ordinaire pour un pays de dire que nous sommes souverains, nous avons une armée nationale, nous avons des Forces de défense et de sécurité, nous pensons que nous allons pouvoir gérer nous-mêmes notre sécurité», a-t-il dit. «Nous sommes ouverts sur les partenariats avec le monde entier mais qu'ils soient justes et équilibrés», a-t-il affirmé, ajoutant que le continent africain doit prendre son destin en main de façon souveraine. Concernant la lutte contre le terrorisme, Ousmane Sonko a fait savoir que «l'Afrique est attaquée en réalité». «D'où proviennent les armes que ces gens-là utilisent ? (...) Il y a des gens qui leur donnent ces armes. Mais en le faisant, ils n'attaquent pas (seulement) le Burkina Faso, ils attaquent toute l'Afrique. Et c'est une réponse commune qu'il nous faut», a-t-il poursuivi. «Nous devons mobiliser toute notre population, à commencer par la jeunesse et que l'élite politique soit à la hauteur» afin de parvenir à identifier les enjeux fondamentaux de la sécurité et du développement. Les gouvernements sénégalais et burkinabè ont fait part de leur volonté de renforcer le partage d'informations pour une riposte mieux appropriée face au terrorisme sévissant dans la sous-région.

Noël Ndong

AFRIQUE DU SUD

Le sommet Women20 débute par un appel à l'égalité des sexes

La première réunion du Women20 (W20) a débuté mercredi au Cap, la capitale législative de l'Afrique du Sud, par un appel aux dirigeants mondiaux et aux décideurs politiques visant à ce que les discussions sur l'égalité des sexes se traduisent en changements politiques tangibles.

S'exprimant lors de la réunion, la ministre sud-africaine des Femmes, de la jeunesse et des personnes handicapées, Sindisiwe Chikunga, a fait remarquer que si les discussions sur l'égalité des sexes sont essentielles, elles doivent déboucher sur des actions concrètes qui améliorent la vie des femmes et des jeunes filles dans le monde. Le W20 est l'un des groupes d'engagement officiels du Groupe des vingt (G20), qui se concentre sur la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes. Cette réunion de deux jours, qui a pour thème «Les femmes solidaires», marque le dixième anniversaire du W20 et rassemble des délégués du monde entier représentant des gouvernements, des entreprises, des universités et la société civile.

«Le rassemblement d'aujourd'hui au pied de la montagne de la Table est plus qu'une réunion. C'est une étape importante. Une chance de tracer une voie nouvelle. Un moment pour s'assurer que les réalités vécues par les femmes ne sont pas des notes de bas de page dans la reprise économique, mais les fondements du développement durable», a dit Mme Chikunga. Alors que l'Afrique du Sud préside actuellement le G20, la ministre a présenté les grandes priorités de son programme en faveur des femmes, notamment l'investissement dans l'économie des soins, l'inclusion financière et la lutte contre les violences sexuelles et sexistes, qui doit être menée de toute urgence et de manière responsable. «Il ne s'agit pas de nouveaux défis. Il s'agit de lacunes reconnues depuis longtemps, qui n'ont pas été suffisamment financées, qui n'ont pas été placées au rang des priorités qu'elles méritaient et au sujet desquelles les mesures

prises n'ont pas été suffisantes», a-t-elle déclaré. Mme Chikunga a également souligné l'urgence d'une action coordonnée, avertissant que si des progrès ont été accomplis depuis la déclaration de Pékin de 1995, l'égalité entre les hommes et les femmes est encore loin d'être réalisée. «Cette année marque le 30e anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin, un engagement mondial en faveur de la pleine réalisation des droits des femmes dans tous les pays, toutes les économies et tous les secteurs», a dit Mme Chikunga. «Trois décennies plus tard, cette vision reste inachevée. Des progrès ont été accomplis, certes, mais ils ont été inégaux, fragiles et trop souvent remis en cause», a-t-elle ajouté, appelant les délégués à utiliser la plateforme du W20 pour influencer de véritables changements de politique.

Le Kenya dévoile un plan pour garantir un accès universel au haut débit

Le Kenya a dévoilé mardi une nouvelle stratégie soutenue par le Fonds pour un service universel (FSU) en vue d'assurer un accès universel au haut débit dans tout le pays au cours des cinq prochaines années.

Le haut débit couvre actuellement environ 96 % de la population du pays, a déclaré David Mugonyi, directeur général de l'Autorité des communications du Kenya (CA), l'organe national de régulation du secteur des télécommunications, durant un point de presse à Nairobi. «Cette stratégie reflète notre aspiration collective à tirer parti de l'innovation, des partenariats et de la prévoyance réglementaire pour étendre les services de communication aux régions les plus reculées de notre pays», a-t-il affirmé. Le plan détaille un certain nombre de mesures visant à mobiliser des ressources du FSU, qui est en partie

financé par les détenteurs de licences de télécommunications et les partenaires de développement, afin de réduire la fracture numérique dans le pays. La présidente de la CA, Mary Mungai, a déclaré que ce plan accordait la priorité à l'extension de la connectivité haut débit aux écoles et aux centres de santé, en particulier dans les zones mal desservies. Elle comprend également des dispositions relatives aux technologies d'assistance afin de garantir aux personnes handicapées un accès équitable aux services de communication.

Xinhua

GOLFE DE GUINÉE

Six pays renforcent leur action contre la pêche illicite

Les six pays membres du Comité des pêches du Centre-Ouest du Golfe de Guinée (CPCO) ont démarré lundi à Lomé, la capitale togolaise, trois jours de concertations pour des solutions communes et durables contre l'exploitation illégale de leurs ressources marines.

Des experts togolais, béninois, ivoiriens, ghanéens, libériens et nigérians sont présents pour échanger avec leurs partenaires sur les meilleures pratiques de gestion durable, notamment les stratégies innovantes de suivi des navires de pêche et de transparence dans l'octroi des autorisations de pêche, et sur la richesse halieutique dans le Golfe de Guinée. La rencontre de Lomé porte également sur la mise en place d'un registre régional des navires autorisés, qui permettrait de centraliser les informations sur tous les bateaux opérant dans les eaux des six Etats membres, d'harmoniser les outils de suivi et de mutualiser les moyens de contrôle. Pour Kossi Ahoedo,

conseiller en pêche du secrétaire général du CPCO, il était temps d'élaborer un régime régional de pêche basé sur une feuille de route commune. «Grâce à ce système, le CPCO pourra surveiller en temps réel les activités de pêche dans toute la sous-région», a-t-il souligné. Le Comité des pêches du Centre-Ouest du Golfe de Guinée (CPCO) a été créé lors d'une conférence ministérielle à Abidjan, en Côte d'Ivoire, en juillet 2006. Il a pour objectif principal d'assurer le développement durable des ressources halieutiques dans la zone couverte par la Convention du CPCO.

Xinhua

OMS

Les Etats approuvent l'accord pour prévenir les futures pandémies

A Genève, les Etats membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont adopté l'accord pour prévenir de futures pandémies.

Après trois années de négociations déclenchées par la crise de la covid-19, les Etats membres de l'OMS ont adopté sans vote le tout premier accord international visant à mieux prévenir, se préparer et réagir aux futures pandémies. Ce nouvel accord marque une étape majeure vers une coopération mondiale renforcée pour protéger des vies et éviter les conséquences dévastatrices de futures épidémies. Le texte historique prévoit diverses mesures afin d'améliorer la gestion des pandémies mondiales futures. Les prochaines étapes comprennent des négociations sur le système d'accès aux agents pathogènes et de partage des avantages. En attendant, la communauté internationale

dispose d'un accord, qui « *stimule la collaboration mondiale afin de garantir une réponse plus forte et plus équitable aux futures pandémies* ». Son objectif est « *de prévenir les pandémies, de s'y préparer et d'y riposter* », dans le respect du « droit souverain » des États. « *Cet accord est une victoire pour la santé publique, la science et l'action multilatérale. Il nous permettra,*

collectivement, de mieux protéger le monde contre les futures menaces de pandémie », a déclaré, le directeur général de l'OMS, Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus. Afin de renforcer « l'architecture sanitaire mondiale », les pays s'engagent notamment à renforcer leurs capacités de prévention, de surveillance des pandémies et « *d'assurer un accès équitable et rapide aux vaccins, aux produits thérapeutiques et aux diagnostics* », a-t-il ajouté. Le texte prévoit aussi d'établir un « *réseau mondial de chaînes*

d'approvisionnement et de logistique [(réseau GSCL) pour faciliter] l'accès équitable et en temps opportun aux produits de santé liés aux pandémies pendant les urgences de santé publique de portée internationale ».

Des derniers détails à régler d'ici à mai 2026

« *Maintenant que l'accord a vu le jour, nous devons tous agir avec la même urgence pour mettre en œuvre ses éléments essentiels, notamment les systèmes visant à garantir un accès équitable*

aux produits de santé vitaux en cas de pandémie », a fait valoir le président de l'Assemblée mondiale de la santé, le Dr Teodoro Herbosa. Les détails du mécanisme doivent encore être négociés, d'ici à mai 2026, afin que l'accord puisse être ratifié. En effet, la résolution sur l'accord de l'OMS sur les pandémies prévoit notamment le lancement d'un processus de rédaction et de négociation d'un système d'accès aux agents pathogènes et de partage des avantages (PABS) par l'intermédiaire d'un groupe de travail intergouvernemental. Une fois que l'Assemblée aura adopté l'annexe PABS, l'Accord de l'OMS sur les pandémies sera ouvert à la signature et à la ratification, notamment par les organes législatifs nationaux. Après soixante ratifications, l'accord entrera en vigueur.

Noël Ndong

« **Maintenant que l'accord a vu le jour, nous devons tous agir avec la même urgence pour mettre en œuvre ses éléments essentiels, notamment les systèmes visant à garantir un accès équitable aux produits de santé vitaux en cas de pandémie** »

CHINE

Un scientifique identifie la source du deuxième plus long fleuve d'Afrique

Un scientifique chinois a utilisé la technologie de télédétection par satellite pour localiser la source du deuxième plus long fleuve d'Afrique, le Congo, et a mesuré sa longueur à 5.260 kilomètres, dépassant les estimations précédentes.

Le fleuve Congo, deuxième fleuve d'Afrique après le Nil, possède des ressources en eau exceptionnellement abondantes. Depuis le début du XIXe siècle, des explorateurs et des géographes ont effectué de nombreuses expéditions vers le fleuve Congo et sa région d'origine.

Bien que le Chambeshi en Zambie ait été identifié comme la source la plus élevée, la localisation précise de l'origine du fleuve Congo reste contestée, et les longueurs documentées varient considérablement dans la littérature, allant de 4.320 à 4.700 kilomètres, selon Liu Shaochuang, chercheur à l'Institut de recherche sur l'information aérospatiale de l'Académie chinoise des sciences.

Pour établir avec précision la source et la longueur du fleuve, M. Liu a analysé des images de télédétection par satellite du fleuve Congo et de ses affluents et a mené deux enquêtes sur place dans la zone de la source. Il a finalement déterminé que la source du fleuve se situait à 31,22 degrés de longitude est et 9,19 degrés de latitude sud, à une altitude de 1.771 mètres.

La survie de l'humanité dépend des rivières. Comme le dit un proverbe chinois, « *lorsqu'on boit de l'eau, il faut se souvenir de la source* » - une philosophie qui motive la quête de M. Liu pour localiser les origines des principaux fleuves du monde. M. Liu estime que la télédétection par satellite est l'outil le plus efficace pour identifier les sources des cours d'eau et mesurer leur longueur, car elle permet de couvrir globalement des bassins entiers.

Au niveau international, le principe de « l'affluent le plus éloigné ayant un débit pérenne » régit la détermination des sources. En utilisant cette approche, M. Liu a combiné l'imagerie satellitaire avec des enquêtes sur le terrain pour redéfinir les sources de plus de 20 grands fleuves mondiaux, dont le Yangtsé, le fleuve Jaune, le Nil et l'Amazone.

Pékin continue d'élargir son marché aux pays africains

La Chine a continué d'élargir l'accès à son marché pour les pays africains, a déclaré mercredi Shen Xiang, directeur du Département de l'Asie de l'Ouest et de l'Afrique du ministère du Commerce.

M. Shen s'est ainsi exprimé lors d'une conférence de presse sur la 4e Exposition économique et commerciale Chine-Afrique qui se tiendra du 12 au 15 juin à Changsha, capitale de la province chinoise du Hunan (centre).

Selon lui, depuis l'entrée en vigueur le 1er décembre 2024 de la politique chinoise de droits de douane nuls pour les pays les moins avancés, les importations de la Chine en provenance des pays les moins avancés d'Afrique

ont atteint 21,42 milliards de dollars fin mars, soit une hausse de 15,2% en glissement annuel. La Chine a également organisé des négociations entre acheteurs chinois et exposants africains afin de faciliter davantage l'accès de produits africains de qualité au marché chinois, a indiqué M. Shen.

Au premier trimestre 2025, les importations chinoises de café africain ont progressé de 70,4%, tandis que celles de fèves de ca-

cao ont affiché une hausse de 56,8% en glissement annuel, a précisé M. Shen. Lors du Sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine 2024, la Chine a décidé d'élargir de sa propre initiative et de façon unilatérale l'ouverture de son marché et d'accorder un traitement tarifaire nul à 100% des produits exportés vers la Chine par les pays les moins avancés ayant des relations diplomatiques avec elle, dont 33 pays africains.

ANGOLA

17 blessés dans l'incendie sur une plate-forme pétrolière exploitée par Chevron

Dix-sept personnes ont été blessées, dont quatre dans un état grave, après qu'un incendie a éclaté tôt mardi matin sur une plate-forme pétrolière offshore située dans l'exclave de Cabinda, au nord de l'Angola, a révélé un communiqué de l'Agence nationale du pétrole, du gaz et des biocarburants du pays africain (ANPG).

La plate-forme est exploitée par la Cabinda Gulf Oil Company, une filiale du géant pétrolier américain Chevron. Selon le communiqué de l'ANPG, l'incendie a éclaté lors de l'entretien annuel prévu vers 3h00 heure locale sur le pont inférieur de la plate-forme en eaux profondes Benguela Belize Lobito Tomboco (BBLT), située à l'intérieur du Bloc 14 dans la zone maritime au large de Cabinda. Tous les blessés ont été ramenés à terre et reçoivent des soins médicaux, tandis que la cause de l'incident fait actuellement l'objet d'une enquête. Selon l'ANPG, la plate-forme BBLT

était hors service depuis le 1er mai dans le cadre d'une fermeture prévue. Le Bloc 14, où se trouve la plate-forme, s'étend sur plus de 4.000 kilomètres carrés et produit du pétrole depuis 1999. D'après un rapport de l'ANPG publié en février, le Bloc 14 avait une production quotidienne moyenne de 42.195 barils de pétrole brut, soit environ 4% de la production nationale totale de l'Angola.

Chevron a cherché à se retirer du Bloc 14 et du Bloc 14T adjacent, qui ont tous deux connu une baisse prolongée de production. Dans cette optique, l'entreprise a déjà

commencé le processus de renonciation des licences portant sur ces blocs.

L'incident s'est produit dans un contexte de conflits du travail croissants au sein des activités de Chevron en Angola. En mars, le média local Club-K avait signalé une insatisfaction croissante des employés au sujet de licenciements et de prétendues disparités de salaire entre les employés de première ligne à Cabinda et le personnel administratif de la capitale Luanda, suscitant des inquiétudes sur une grève potentielle.

Xinhua

GROUPES DE RÉFLEXION CHINE-AFRIQUE

Les échanges des expériences en matière de gouvernance au cœur d'un forum

«Alors que les nations africaines tracent leurs propres voies vers la modernisation, la transformation de la Chine au cours des quatre dernières décennies offre une source d'inspiration précieuse. Elle nous montre que la modernisation ne se limite pas à la croissance économique, mais qu'elle implique aussi la promotion de l'équité sociale, la réforme des institutions et la garantie d'une bonne gouvernance», a déclaré Elia Kaiyamo, ambassadeur de la République de Namibie en Chine.

Il a fait cette remarque lors du Forum des groupes de réflexion Chine-Afrique qui s'est tenu le 20 mai à Kunming, capitale de la province chinoise du Yunnan (sud-ouest). Cet événement a rassemblé une centaine de représentants venus de Chine et de plus de 50 pays africains, pour partager leurs expériences en matière de gouvernance et débattre de la pertinence du modèle de modernisation à la chinoise.

L'opinion de l'ambassadeur namibien a été largement partagée parmi les participants. Ils ont convenu que les succès de la modernisation chinoise et son cadre théorique offrent des perspectives aux nations africaines en quête de modèles de développement adaptés à leurs conditions nationales. Ces échanges ont également renforcé la confiance collective des pays africains dans la réalisation d'objectifs communs de modernisation. L'ambassadrice de la République fédérale de Somalie en Chine, Hodan Osman Abdi, a fait ses études

en Chine dans sa jeunesse et a suivi de près le développement de ce pays. Selon elle, la modernisation chinoise va bien au-delà des infrastructures et des chiffres du PIB. Il s'agit d'« *un développement équilibré entre progrès matériel et confiance culturelle, équité sociale et responsabilité environnementale* ».

Elle a aussi souligné l'amitié de longue date entre la Somalie et la Chine, précisant qu'elle était profondément enracinée dans la mémoire collective du peuple somalien. Elle a également indiqué que plus de 80 projets d'infrastructures d'envergure ont été réalisés avec le soutien de la Chine. Elle a, par la même occasion, souligné l'importance du projet de riz hybride, qui a joué un rôle clé dans l'atteinte de l'autosuffisance et le renforcement de la sécurité alimentaire nationale en Somalie.

Pour sa part, Ye Hailin, président de l'Institut Chine-Afrique, a déclaré que l'institut continuerait à conjuguer les traditions culturelles

aux exigences du monde contemporain. Il a également déclaré que l'institut poursuivrait sa participation active aux plateformes de dialogue sino-africain sur la gouvernance, approfondirait la recherche académique et la communication internationale sur la signification mondiale de la modernisation conjointe et œuvrerait à une représentation plus globale, régionale et ciblée des voix chinoises, africaines et communes.

Les participants ont adopté la Déclaration de Kunming des groupes de réflexion Chine-Afrique sur la promotion conjointe des échanges des expériences de modernisation (projet). Ce document reflète le consensus partagé des groupes de réflexion chinois et africains, plaidant pour des voies diversifiées vers la modernisation. Il appelle à approfondir les échanges sur la gouvernance afin d'intégrer la modernisation chinoise aux pratiques de développement indépendant de l'Afrique.

La Chine soutient et participe activement à l'industrialisation et à la modernisation agricole de l'Afrique

La Chine soutient et participe activement à l'industrialisation et à la modernisation agricole de l'Afrique, et les deux parties ont mené une coopération fructueuse et mutuellement bénéfique, a déclaré mercredi Tang Wenhong, ministre assistant chinois du Commerce.

M. Tang s'est ainsi exprimé lors d'une conférence de presse sur la 4e Exposition économique et commerciale Chine-Afrique qui se tiendra du 12 au 15 juin à Changsha, capitale de la province chinoise du Hunan (centre). Dans le domaine de l'industrialisation, la Chine participe à la construction d'infrastructures en Afrique, telles que des chemins de fer, des routes, des ports et des projets énergétiques. Ces contributions aident l'Afrique à améliorer ses conditions de base pour le développement industriel et créent un environnement plus favorable pour accélérer son industrialisation, a-t-il annoncé.

En ce qui concerne la modernisation agricole, la Chine aide les pays africains à accroître leur taux d'autosuffisance alimentaire, a-t-il ajouté. Le rendement et la qualité de leurs cultures essentielles, comme le riz et le manioc, se sont améliorés grâce à l'assistance d'experts agricoles chinois. Et le juncos est devenu l'«herbe de la prospérité» et l'herbe du bonheur» qui aidera les populations locales à poursuivre leur quête d'une vie meilleure après l'introduction de la technologie chinoise dans plusieurs pays africains. Face à un nouveau cycle de révolution scientifique et technologique et de transformation industrielle à l'échelle mondiale, la coopération entre la Chine et l'Afrique dans les domaines de l'industrialisation et de la modernisation de l'agriculture doit non seulement se fonder sur les réalités du continent en développant les industries traditionnelles telles que les industries de transformation, mais aussi étendre la coopération dans les industries émergentes et d'autres domaines, a noté M. Tang.

La Chine continuera de promouvoir avec détermination le développement de la coopération économique et commerciale sino-africaine, soutiendra l'industrialisation de l'Afrique et la modernisation de son agriculture afin de bénéficier aux peuples des deux parties et de renforcer la solidarité et de la coopération du Sud global avec une coopération sino-africaine de haute qualité, a-t-il souligné.

Xinhua



**INFORMER, ANALYSER,
DIFFUSER, RAYONNER**

Agence d'Information de l'Afrique Centrale,
un acteur économique majeur à vos côtés.



**CONTACTEZ
NOUS**

84, Boulevard Denis Sassou N'Gessou
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr

**CONNECTEZ
VOUS**

www.adiac-congo.com
www.lesdepêchesdebrazzaville.fr
www.lecourrierdekinshasa.com
www.adiac.tv

**RÉSEAUX
SOCIAUX**



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Nouvelle plateforme unique plus efficace, plus performante pour une meilleure expérience client.

Brazzaville, le **22 Mai 2025** – Suite aux travaux de fusion du système d'information (BGFIBank Congo & Ex SGC) la Direction Générale de BGFIBank Congo porte à la connaissance de son aimable clientèle qu'un nouveau système d'information unique plus efficace, plus performante est désormais disponible.

La Direction Générale de BGFIBank Congo tient tout particulièrement à remercier sa clientèle pour la patience et la compréhension manifestées pendant cette phase exceptionnelle de transition et les rassurer de l'efficacité et de la performance de la nouvelle plateforme unique mise à disposition pour améliorer l'expérience client.

Nous vous remercions davantage pour votre confiance et sommes persuadés que ce nouveau système d'information apportera de nombreux avantages à l'ensemble de notre clientèle.

A propos de BGFIBank Congo

Avec plus de 400 salariés engagés autour du plan stratégique « BONGWANA », la banque se positionne comme l'interlocuteur privilégié d'une clientèle diversifiée composée de Grandes Entreprises, de PME/PMI à fort potentiel et de Particuliers Hauts de Gamme.

Leader sur le marché congolais avec en moyenne 40% de parts de marché sur les emplois et sur les ressources, BGFIBank Congo affirme ainsi sa capacité à accompagner ses clients dans leurs projets. Filiale du Groupe BGFIBank présent dans 12 pays, BGFIBank Congo est certifiée ISO 9001 version 2015, ALM 30000 et PCI-DSS.

Suivez-nous sur :



Ecoute - Qualité - Client

Tél.: 81 88

Email : eqccongo@bgfi.com

www.groupebgfibank.com



INSTITUTION FINANCIÈRE

Les Mucodec lancent une vaste campagne d'ouverture des comptes bancaires

La Fédération des Mutuelles Congolaises d'Épargne et de Crédit (Mucodec) a lancé, le 17 mai à Brazzaville, sa campagne nationale d'ouverture des comptes dans ses agences. Elle est initiée pour inciter tout congolais, où il se trouve, à ouvrir son compte dans ses services afin, non seulement d'accroître le taux de bancarisation, mais aussi de renforcer l'inclusion financière dans le pays. Le lancement officiel s'est fait par un carnaval motorisé qui a sillonné les grandes artères de la ville pour alerter le public.

La campagne qui a débuté depuis le 5 mai dernier, court jusqu'au 30 novembre prochain, sur l'ensemble du territoire national. Lancée par le directeur régional des Mucodec, Aurélien Ngandziami, elle se tient sur le thème : « Un congolais,

Un compte ». Parti de l'esplanade de la télévision nationale au quartier Nkombo, dans le neuvième arrondissement Djiri, ce méga carnaval motorisé est arrivé jusqu'au rond-point Bifouti à Makélékélé, dans le premier arrondissement, avant de chuter par la MUCODEC de Baongo où une cérémonie solennelle a été organisée.

L'objectif de cet événement est d'alerter les Brazzavillois sur l'existence de cette campagne, mais aussi de présenter au grand public les avantages que celle-ci offre à tous ceux qui y souscriront.

La campagne « Un congolais, Un compte » se déroule simultanément dans toutes les agences Mucodec disséminées à travers le pays. Cette campagne promotionnelle revêt de multiples enjeux pour le sociétaire et lui procure multiples avantages.

Une fois qu'il souscrit à l'offre moyennant 8500 Fcfa, le sociétaire bénéficie de plusieurs services bancaires gratuitement.



« Cette campagne vise plusieurs objectifs dont le plus essentiel est de permettre à tout Congolais de disposer d'un compte bancaire facile, simple et sécurisé. Après le lancement, nous allons déployer nos équipes sur le terrain pour donner à tous les informations nécessaires qui permettront à chacun d'ouvrir son compte dans notre institution. Après avoir souscrit à l'offre, le sociétaire va bénéficier gratuitement d'un compte courant, d'un compte épargne, d'un Push Pull, du programme Mucodec Mobile, d'une carte monétique usuelle dans tous



les distributeurs automatiques de billets à travers toute la zone CEMAC », a expliqué le directeur régional des Mucodec, Aurélien Ngandziami.

Promouvoir l'inclusion financière

Au-delà de promouvoir la bancarisation au Congo, estimée de nos jours à moins de 30% à ce jour, selon une étude de la Banque Mondiale, les Mucodec veulent aussi, à travers sa campagne « Un congolais, Un compte », contribuer au renforcement de l'inclusion financière dans le pays.

« Avec une population de 6 millions d'habitants, le taux de bancarisation au Congo est à moins de 30% seulement, selon une étude de la Banque mondiale réalisée en 2022.



C'est pour dire que de gros efforts restent à faire pour conscientiser de nombreux congolais qui gardent encore l'argent dans leurs domiciles », a rétorqué Aurélien Ngandziami.

40 ans de loyaux services au Congo

Créées au mois de juin 1984 à Madingou, chef-lieu du département de la Bouenza, les Mucodec ont fêté l'année dernière, leur 40 ans d'exercice en République du Congo.

Avec plus de 440 000 sociétaires, 105 distributeurs automatiques de billets et 539 salariés à ce jour, les Mucodec sont actuellement le principal réseau d'établissements de microfinance du pays avec des agences implantées dans tous les départements du Congo.

78^e ASSEMBLÉE DE L'OMS

Plaidoyer pour le leadership en santé publique

Prenant part aux travaux de la 78^e Assemblée de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) tenus récemment à Genève, en Suisse, le ministre de la Santé publique, de l'Hygiène et de la Prévoyance sociale, le Dr Samuel Roger Kamba, a exprimé des réflexions cruciales sur le leadership en santé publique durant la survenue des épidémies.

Dans son intervention, le ministre Samuel Roger Kamba s'est appuyé sur l'importance du leadership en santé qui permettra d'anticiper et de gérer les épidémies, notamment la rougeole qu'il a décrite comme un signal d'alarme qui ne devrait jamais être ignoré. « *En tant que médecin pédiatre ayant vacciné des enfants pendant des années, je constate un manque d'alertes précoces qui pourrait permettre d'évaluer efficacement une situation* », a-t-il déclaré.

Le ministre a plaidé pour une modélisation des éléments susceptibles de prévenir l'émergence d'épidémies plutôt que de se contenter de réagir lorsque la situation devient critique. Il a, par ailleurs, insisté sur le fait que les décideurs doivent être formés pour reconnaître les signes avant-coureurs d'une crise sanitaire. « Nous devons avoir le courage de dire qu'il est impératif

d'établir un système de surveillance robuste qui anticipe les problèmes de santé. Le leadership doit être fondé sur des connaissances solides », a-t-il ajouté.

Samuel Roger Kamba a également abordé la question des relais communautaires, indiquant que ces acteurs essentiels de la santé publique doivent être soutenus et reconnus comme des professionnels, plutôt que comme de simples volontaires. « *Nous avons bâti un système sûr des volontaires, mais nous devons les responsabiliser en tant qu'agents de santé rémunérés. Ce soutien financier, même modeste, est indispensable pour assurer une surveillance continue et appropriée de la santé dans les communautés* », a-t-il précisé.

Il a proposé un modèle de surveillance, suggérant que chaque agent de santé soit en charge d'un nombre déterminé de familles, afin d'identifier efficacement et

rapidement les problèmes de santé qui se posent. « *Il est inacceptable que nous puissions surveiller des appareils complexes en permanence mais que la santé ne bénéficie pas d'une telle attention* », a-t-il indiqué.

En outre, le ministre a souligné la nécessité de disposer de stocks de matériel de santé et de réponses rapides en cas d'urgence. « *Nous devons considérer que nous sommes en guerre permanente contre des maladies qui tuent plus que les conflits militaires. Cela nécessite une stratégie de santé publique semblable à une approche militaire, avec un prépositionnement des ressources et une préparation constante* », a-t-il conclu.

Cette déclaration rappelle l'urgence d'améliorer les systèmes de santé publique et de renforcer les collaborations au niveau international pour faire face aux défis épidémiques dans le monde.

Blandine Lusimana



Samuel Roger Kamba a représenté la RDC à la 78^e Assemblée mondiale de l'OMS. / DR

DISTINCTION

Safia Ibrahim-Netter élevée au rang de Commandeur dans l'Ordre national

Directrice de l'Agence française de développement (AFD) en République démocratique du Congo (RDC), Safia Ibrahim-Nettera a été décorée le 21 mai au titre de Commandeur dans l'Ordre national « Héros nationaux Kabila-Lumumba ». La cérémonie a eu lieu au Palais présidentiel du Mont Ngaliema, à Kinshasa, sous les auspices du Grand chancelier des Ordres nationaux, le président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

La lauréate du jour a reçu des mains du chef de l'État sa médaille de Commandeur dans l'Ordre national après lecture publique d'une ordonnance présidentielle en présence de l'ambassadeur de France en RDC et de ses collaborateurs congolais. L'ordonnance lui octroyant ce titre honorifique la présente comme une « actrice de coopération socio-économique » ayant rendu des services à impact réel aux Congolais.

En effet, sous son leadership à la direction de l'AFD en RDC, de nombreux projets ont été financés par l'AFD au cours des quatre dernières années dans le domaine de l'éducation, de la santé et du développement durable. Dans sa brève allocution, le chef de l'État a rendu hommage à une femme d'exception.

« *Par votre action déterminée et éclairée, vous avez fait de l'AFD un partenaire de la RDC* », a déclaré l'autorité suprême du pays. Et de renchérir en ces termes : « *Je tiens à vous assurer que la RDC vous considère désormais comme une concitoyenne* ».

Émue, Safia Ibrahim-Netter a fait part de toute sa reconnaissance au chef de l'État. Cette décoration, a-t-elle indiqué, « *n'est pas un privilège*



personnel mais la reconnaissance du travail de toute l'équipe de l'AFD constituée de plusieurs cadres et collaborateurs congolais ».

Arrivée au terme de son mandat de quatre ans à la tête de l'AFD, Sa-

fia Ibrahim-Netter a mobilisé cinq cent-cinquante huit millions d'euros octroyés en fin 2024 pour financer plusieurs projets de développement à travers les provinces de la RDC.

Sylvain Andema

ASSEMBLÉE NATIONALE FRANÇAISE

Une commission examine une résolution condamnant le «soutien du Rwanda au M23»

Porté par le député Carlos Martens Bilongo, le texte appelle à soutenir la souveraineté de la République démocratique du Congo (RDC) et à condamner l'implication rwandaise.

La commission des Affaires européennes de l'Assemblée nationale française a examiné une proposition de résolution européenne visant à « *soutenir la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo (RDC) et à condamner le soutien du Rwanda au Mouvement du 23 mars (M23)* ». Déposée le 28 mars par le député de la France insoumise Carlos Martens Bilongo, cette proposition de résolution dénonce ce qui est décrit comme l'implication directe de l'armée rwandaise dans les combats en RDC, qualifiant cette action de violation manifeste des accords internationaux garantissant l'intégrité des frontières et visant à pacifier l'Est du pays.

Le texte souligne également les exécutions sommaires d'enfants âgés de 11 à 15 ans par le M23 après son entrée dans la ville de Bukavu, confirmées par un rapport du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme en février dernier. La proposition de résolution appelle à une pression accrue sur le régime de Kigali, notamment par des initiatives diplomatiques et des sanctions ciblées, ainsi qu'à un soutien renforcé aux mécanismes régionaux de stabilisation.

Cette initiative s'inscrit dans un contexte de conflits persistants entre la RDC et le Rwanda, exacerbés par les avancées du M23 dans l'Est congolais, notamment la prise de la ville de Goma en janvier, qui a entraîné des milliers de morts et de déplacés. Par ailleurs, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté en février une résolution condamnant explicitement le soutien du Rwanda au M23 et exigeant le retrait immédiat des troupes rwandaises du territoire congolais.

Noël Ndong

MUSÉE DES CIVILISATIONS NOIRES DU SÉNÉGAL

Ressentir le pouls de la civilisation africaine

Au cœur de Dakar, capitale du Sénégal, se dresse le Musée des civilisations noires. Sa grande salle centrale est dominée par une imposante sculpture en acier représentant un baobab dont les branches s’étendent dans toutes les directions, telles des veines de culture et d’histoire. Sous la vaste rotonde du musée, le personnel s’affaire à préparer une journée d’exposition spéciale dédiée aux enfants.

Le 18 mai, l’établissement a marqué la Journée internationale des musées avec une programmation spéciale. «Le thème de cette année est centré sur les enfants», a déclaré le directeur du musée, Mohamed Abdallah Ly. «Les enfants et leurs familles peuvent visiter le musée gratuitement. Nous avons également organisé une série d’activités culturelles pour leur permettre de découvrir et d’embrasser leur propre patrimoine dans la joie», a-t-il dit. Projet fleuron de la coopération culturelle sino-africaine, ce musée, construit avec l’aide de la Chine et inauguré en décembre 2018, est devenu un phare culturel majeur, non seulement au Sénégal, mais sur l’ensemble du continent africain. Il remplit plusieurs missions : conservation du patrimoine, soutien à la recherche académique, organisation d’expositions et éducation du public. Dès l’entrée, les visiteurs sont

plongés dans un récit résolument africain. Les expositions sont articulées autour de thèmes tels que «Le berceau de l’humanité», «Caravane et pirogue» ou «L’Afrique aujourd’hui». Des peintures rupestres préhistoriques, aux objets artisanaux traditionnels, en passant par des reliques coloniales et des œuvres contemporaines, les collections couvrent le continent africain et sa diaspora dans les Caraïbes et en Amérique latine, retraçant les racines profondes et les expressions vibrantes de la civilisation africaine. «Ce que je préfère, c’est la galerie des masques. Elle raconte des histoires sur nos ancêtres et les esprits», confie Mamadou Diouf, un jeune visiteur de 7 ans. Son père ajoute que Mamadou s’est toujours intéressé à la culture sénégalaise, précisant: «Ce musée lui permet de voir de près des choses qu’il ne connaissait qu’à travers les livres.»

L’un des objets les plus fascinants est l’épée du XIX^e siècle ayant appartenu à Omar Tall, chef musulman Ouest-africain. Jadis dérobée par les forces coloniales françaises, elle avait été conservée pendant des décennies au Musée de l’Armée à Paris. Alors que les demandes de restitution des biens culturels pillés durant la colonisation se multiplient en Afrique, l’épée a été de retour au Sénégal en 2019 dans le cadre d’un prêt. Elle est devenue un symbole fort de la mémoire nationale et du mouve-

ment de restitution. En 2018, la France a proposé de reconstruire les relations culturelles avec les pays africains sur la base de l’histoire partagée. Le Sénégal a été l’un des premiers à formuler officiellement une demande de restitution. Depuis, le Musée des civilisations noires s’est dit prêt à jouer un rôle de plateforme pour accueillir et exposer les objets restitués. Il prévoit de créer une section dédiée à l’histoire passée et présente de ces biens et approfondir la compréhension publique de leur importance historique et contemporaine. Aujourd’hui, le musée joue un rôle croissant dans la construction de l’identité culturelle africaine et la promotion du processus de restitution. «Nous nous engageons à raconter l’histoire de la civilisation africaine selon notre propre regard», explique Mohamed Abdallah Ly. «A travers des expositions régulières et

des événements scientifiques, nous voulons déconstruire les récits eurocentristes. Ce musée n’appartient pas seulement au Sénégal, il porte la dignité culturelle et la fierté de tout le continent africain, ainsi que de la communauté noire mondiale», précise-t-il. Par ailleurs, le musée est aussi un symbole de la coopération culturelle entre la Chine et l’Afrique. Au-delà de la construction, la Chine continue d’apporter son soutien en matière de maintenance des installations, de formation du personnel et bien plus encore. «C’est un modèle de coopération durable et porteur de sens», souligne Mohamed Abdallah Ly, concluant: «Nous espérons approfondir notre partenariat avec la Chine, notamment dans les domaines de la numérisation des expositions, de la conservation des collections et de l’échange de savoirs.»

Xinhua

EN VENTE

DÉCÈS DE RÉGIS TOUBA

Des messages de condoléances inondent la toile

Depuis le décès de l'artiste musicien Régis Touba, le 15 mai dernier en France des suites d'un malaise, des opérateurs culturels, artistes musiciens, chroniqueurs de musique, amis et connaissances envahissent la toile par de messages de condoléances.

L'un des artistes musiciens qui faisait partie de la génération dorée de la musique congolaise et africaine, Régis Touba, ancien sociétaire d'Extra musica, Extra musica international et Z1 international, était pétri de talents. Chanteur avec un très bon timbre vocal, Régis Touba était réputé grand danseur aussi. L'élégance faisant partie de la musique, Régis Touba le «grand tigre» l'était aussi. Depuis son décès le 15 mai dernier, des messages de condoléances venant de partout ne cessent d'inonder la toile. Voici quelques uns.

Ferréol Gassackys, à l'époque le premier manager d'Extra musica, a exprimé sa consternation. « Mon petit frère de cœur Régis Touba s'en est allé. Il a fait partie de ceux qui m'ont appris, à travers Extra musica, que la passion et la persévérance pouvaient conduire à la réussite et au succès. Je pleure un jeune qui m'a bien rendu l'affection que je lui portais. Je prie sa famille naturelle, à laquelle je présente mes condoléances les plus attristées, de trouver ici l'expression de ma profonde compassion et pour sa grande famille inoubliable d'Extra musica. Je nous exhorte à l'accompagner vers sa dernière demeure de la manière la plus digne. Montrons combien nous étions



unis et solidaires et comment cela peut être de nouveau accompli. Paix à son âme! »

Roga-Roga, président d'Extra musica, dernier groupe que Régis Touba a réintégré après avoir sillonné certains d'autres, pense que la musique congolaise vient de perdre un travailleur déterminé. « Triste nouvelle, la famille Extra musica est éprouvée. Nous venons de perdre un grand monsieur, un pionnier de la musique congolaise, un baobab de notre famille musicale en la personne de Régis Touba. Il aimait le travail

Régis Touba le «grand tigre»/DR et était déterminé. Nous avons sillonné partout avec lui. Régis nous a quittés, c'est vraiment triste. Je ne pensais pas qu'on pouvait se séparer ainsi, mais c'est la volonté de Dieu, on ne peut que lui rendre grâce. Aujourd'hui, on peut dire qu'il est au ciel et tout ce qui nous reste, c'est de souhaiter que la terre de nos ancêtres lui soit légère. Tu resteras à jamais dans nos cœurs », a déclaré Roga-Roga. Par ailleurs, le lampadaire suprême de la musique congolaise a profité de l'occasion pour faire appel à tous les fanatiques, tous

les mélomanes et tous ceux qui aiment la bonne musique d'Extra musica de se retrouver afin qu'ensemble ils honorent la mémoire de ce grand artiste musicien décédé.

L'autre artiste musicien a avoir exprimé sa douleur, c'est Kévin Mbouandé le Metatron, patron de l'orchestre Patrouille des stars. « C'est avec une immense tristesse que j'ai appris le décès de Régis Touba. A sa famille, à ses proches et à tous ceux qui l'ont aimé, je souhaite beaucoup de courage et de force pour traverser cette épreuve sombre. Que son âme repose en paix », s'est-il exprimé.

Sonor digital, ancien sociétaire d'Extra musica, aujourd'hui chef d'orchestre Nouvel horizon, a lui aussi rendu hommage à son ancien collègue Régis Touba. « Les adieux sont difficiles, mais je suis reconnaissant pour chaque instant passé avec toi. Repose en paix cher Régis Touba «grand tigre». »

Les artistes musiciens ne sont pas les seuls à éprouver un sentiment de tristesse, les chroniqueurs de musique l'ont également fait. C'est le cas de Hugues Vogel Décibel. « Nous sommes très consternés par cette triste nouvelle à la fois choquante et bouleversante. Régis, tu laisses une empreinte indélébile dans les cœurs de fans de la musique congo-

laise et surtout de la grande famille d'Extra musica », s'est-il exprimé.

Pour notre part, en tant que journaliste culturel qui a beaucoup côtoyé Régis Touba le « grand tigre », notre affliction est immense. C'est avec une profonde douleur que nous avons appris son décès. Ce n'est pas la nouvelle que nous attendions de lui. Car avant de quitter le Congo pour la France, il nous avait parlé de ses projets. Les nouvelles que nous attendions étaient de savoir où il en était avec ses projets et non de son décès.

« Va cher Régis, va cher artiste. Tes amis des Dépêches de Brazzaville que tu fréquentais souvent et qui t'ont accompagné à un certain moment de ta carrière musicale te pleurent aussi. Tous, nous nous joignons à la communauté musicale et à ta famille biologique pour saluer ta mémoire, brave artiste. Que Dieu le Père, que tu as accepté de servir jusqu'au dernier jour de ta vie, te trouve une place dans son royaume paradisiaque. Adieu cher Régis », pouvons-nous dire.

Notons que la veillée de Régis Touba «le grand tigre», «L'homme à la veste rouge», se tient dans la rue Bangangoulou, à Ouenzé, cinquième arrondissement de Brazzaville, derrière l'église Sainte-Marie.

Bruno Zéphirin Okokana

Les anciens sociétaires d'Extra musica réunis pour rendre un hommage

À l'annonce du décès de l'ancien sociétaire d'Extra musica, Régis Touba, le 15 mai dernier en France, des suites d'un malaise, le député de Poto-Poto 3, Ferréol Gassackys, ancien manager de ce groupe à sa fondation, a réuni à son domicile tous les cofondateurs et anciens de cet orchestre présents à Brazzaville pour voir comment apporter leur soutien multiforme afin que leur ancien collègue de première heure soit inhumé tel qu'il se doit.

L'initiative entreprise par Ferréol Gassackys de réunir tous les anciens d'Extra musica de première heure, Roga-Roga, Doudou Copa, Quentin Moyascko, Espe Bass, Raymond Nti,..., est vivement louée par ces derniers en dépit de leurs divergences. Régis Touba étant le premier des anciens sociétaires d'Extra musica à tirer sa révérence, il était de bon aloi, que tous les anciens d'Extra musica, quelles que soient les voies empruntées par les uns et les autres, se retrouvent autour de leur premier manager et leur doyen Ferréol Gassackys, pour réfléchir à la meilleure façon d'honorer leur collègue, et surtout voir comment s'organiser pour la bonne tenue de ses obsèques.

Bien qu'étant ancien d'Extra musica, Régis Touba «le grand tigre» a bel et bien sa famille biologique. Ceci étant, toutes décisions ou toutes actions entreprises par les anciens sociétaires d'Extra musica réunis s'orienteront vers la famille biologique de l'artiste. Toutefois, le souhait des anciens sociétaires d'Extra musica réunis autour de Ferréol Gassackys serait de faire rapatrier la dépouille de Régis Touba à Brazzaville pour une inhumation digne d'un artiste musicien d'envergure qu'il était. Et si la famille biologique est d'avis, ensemble ils vont s'atteler pour ce rapatriement. L'idée étant bonne,

une quête est ouverte pour la circonstance. Pour avoir de plus amples informations, il suffit de contacter le numéro de téléphone suivant : 061151610. Au cas où la famille biologique de l'artiste décédé ne serait point d'avis pour le rapatriement, les fonds récoltés serviront toujours à ses obsèques. Mais l'idéal serait de l'inhumer à Brazzaville.

Régis Touba et ses péripéties musicales

Artiste talentueux, Régis Touba, «le grand tigre» comme il aimait se faire appeler, a connu un parcours étrange au sein du groupe Extra musica. Bien qu'il soit membre de ce groupe musical formé le 27 août 1993 à Brazzaville, précisément à Ouenzé, il n'avait pas participé à l'enregistrement du premier album. En effet, lorsque le label Dénidé production repère le groupe Extra musica et produit l'album « Les nouveaux missiles », sorti le 15 décembre 1995, Régis Touba se trouvait en Angola pour des raisons d'études. Revenu au pays, il rejoint les autres au sein du groupe et écrit la chanson «Angela» incluse dans l'album « Confirmation », deuxième d'Extra musica. Quant au projet de l'album « Ouragan », il ne participera pas non plus à son enregistrement pour des raisons consulaires. Régis Touba qui se trouvait avec le groupe à Abidjan



Ferréol Gassackys entretenant les anciens d'Extra musica suite au décès de Régis Touba/DR

(Côte d'Ivoire), n'avait pas fait le déplacement de France pour son enregistrement. Quelques mois après, il se trouve dans le lot des artistes qui décident de quitter Extra musica et pour aller fonder avec Quentin Moyascko, Durel Loemba et Cyril Malonga, l'orchestre Extra musica international avec leur fameuse danse «Hélico». Curieusement, il ne va pas rester longtemps dans cet orchestre. Cette fois-ci avec Durel Loemba, ils vont fonder l'orchestre Z1 international ; un orchestre qui a marqué les esprits des Congolais avec des chansons comme «Marc 9-23» de Durel Loemba et des danses comme «Tchiékélé- Tchiékélé

«. Malheureusement, ce groupe va aussi se disloquer trois ans après. Il tente par la suite l'aventure en solo, mais hélas! Puisque cela n'a jamais marché.

Après toutes ces péripéties, Régis Touba s'est rendu à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo, pour intégrer l'orchestre Wenge musica bon chic-bon genre de Jean Bedel Mpiana dit JB Mpiana. Son passage dans cet orchestre n'apportera pas non plus le succès escompté. Il décide de regagner le Congo où plus tard il réintègre Extra musica zangul de Roga-Roga Suprême. Dans ce groupe, il n'a été que l'ombre de lui même. Il se

retranche et rentre en maquis pour lancer, le 30 août 2014, un maxi single intitulé « Homme à la veste rouge », un mélange de sonorités africaines dans lequel les mélomanes y ont retrouvé de la rumba, du slow, du coupé-décadé, et un générique illustrant le talent de danseur de Régis Touba. Malgré toutes ces cadences, son maxi single passe inaperçu, comme si les anges de la musique «dite mondaine » n'étaient plus avec lui. En 2024, Régis Touba «le grand tigre», «l'homme à la veste rouge», se rend en France et consacre sa vie à Dieu jusqu'au jour où la mort l'a surpris des suites d'un malaise.

B.Z.O.

ARRONDISSEMENT 6, NGOYO

Les habitants de Djeno exhortés à sauvegarder les acquis de la paix

Afin d'atténuer et de mettre fin au climat de tension né de l'accaparement des terres par des individus ou groupes sans titre légal au détriment des ayants droit traditionnels entraînant ainsi des altercations verbales et un risque réel d'affrontement, Wilfrid Genest Paka Banthoud, administrateur-maire de l'arrondissement 6, Ngoyo, a fait le 19 mai au quartier Djeno une communication à l'endroit des habitants appelés à la responsabilité et au respect de l'autorité de l'Etat.

Devant les familles terriennes de Ngoyo, les responsables du quartier Djeno, la force publique, les responsables religieux, les sages et notables, les autorités administratives et coutumières, les supposés et prétendus acquéreurs des terrains, le message de Genest Wilfrid Paka Banthoud a été clair et ferme. « *Tout citoyen a le droit de se conformer à l'autorité de l'Etat, aux lois et règlements de la République. Aucune opération, aucun lotissement, aucune action ne doit être entreprise sur les sites non bâtis de toutes les familles et ce jusqu'à nouvel ordre. Au moment où le pays entre dans une phase préélectorale, nous devons faire preuve de la plus grande responsabilité. Le contexte actuel exige calme, vigilance et cohésion. Nous ne devons pas permettre*



Le maire de Ngoyo s'adressant à la population de Djeno/Adiac

« Tout citoyen a le droit de se conformer à l'autorité de l'Etat, aux lois et règlements de la République. Aucune opération, aucun lotissement, aucune action ne doit être entreprise sur les sites non bâtis de toutes les familles et ce jusqu'à nouvel ordre... »

que des tensions locales viennent perturber l'ordre public dans un quartier aussi vital que celui de Djeno, zone économique stratégique où opèrent plusieurs structures industrielles de premier plan », a-t-il martelé. Outre les litiges fonciers à Djeno, plusieurs citoyens s'adonnent aussi à l'extraction et à l'enlèvement illicites du sable sur le site Malonda Lodge. A cause de cela, des dégâts écologiques importants sont signalés car la spoliation des terres influe négativement sur les écosystèmes de ce site touristique, joyau de la localité. Des comportements inadmissibles qui sont loin d'amener l'apaisement dans ce quartier déjà en proie à des actes de spoliation inquiétants perpétrés par des prétendus acquéreurs qui prennent de l'ampleur au fil des jours. « *Je vous invite donc tous, par*

ties concernées, autorités de proximité, forces de l'ordre, à veiller à ce qu'aucun acte de défiance ou d'intimidation ne vienne aggraver la situation. J'en appelle chacun à la retenue, à l'écoute et au respect scrupuleux des institutions républicaines tel que le stipule le décret n°2003-20 du 6 février 2003 relatif au fonctionnement des circonscriptions administratives territoriales qui investit le maire, en tant qu'autorité locale, d'un devoir de préservation de la paix sociale, de la sécurité des biens et des personnes, et de la cohésion dans nos communautés », a ajouté Genest Wilfrid Paka Banthoud. Une commission incluant toutes les parties prenantes et administration concernée sera mise en place dans les meilleurs délais, a conclu le maire de Ngoyo.

Hervé Brice Mampouya

Ambassade des Etats-Unis d'Amérique Brazzaville, République du Congo

Le 12/05/2025

Vente publique organisée par l'Ambassade des États-Unis à Brazzaville

L'Ambassade des États-Unis à Brazzaville annonce une vente aux enchères en ligne qui se tiendra du **27 au 30 MAI 2025** via une plateforme sécurisée : online-auction.state.gov.

Biens mis en vente:

- Meubles de maison et de bureau
- Appareils électroménagers
- Outils informatiques et accessoires de bureau
- Équipements de stockage et tables de bureau
- Matériaux de construction
- Mobilier de jardin (tables et chaises)

Calendrier:

- Visite physique des lots : du 27 au 28 MAI 2025
- Vente aux enchères en ligne : du 27 au 30 MAI 2025
- Paiement des lots : du 02 – 03 JUIN à partir de 13h 00

Modalités :

- Une pièce d'identité valide est requise pour le paiement et le retrait des articles.
- Les paiements doivent être effectués en espèces (FCFA uniquement) auprès du représentant de l'ambassade.
- Les acquéreurs sont responsables de l'organisation du transport et de la manutention pour le retrait des articles.

Contact :

Pour toute question, veuillez envoyer un courriel à Brazzavilleauction@state.gov.

En concert
Bolingo ya
Rumba
Ce samedi
07.06.2025
À l'espace Bolingo
(corniche Baongo)

Info& résa : (+242)069481926



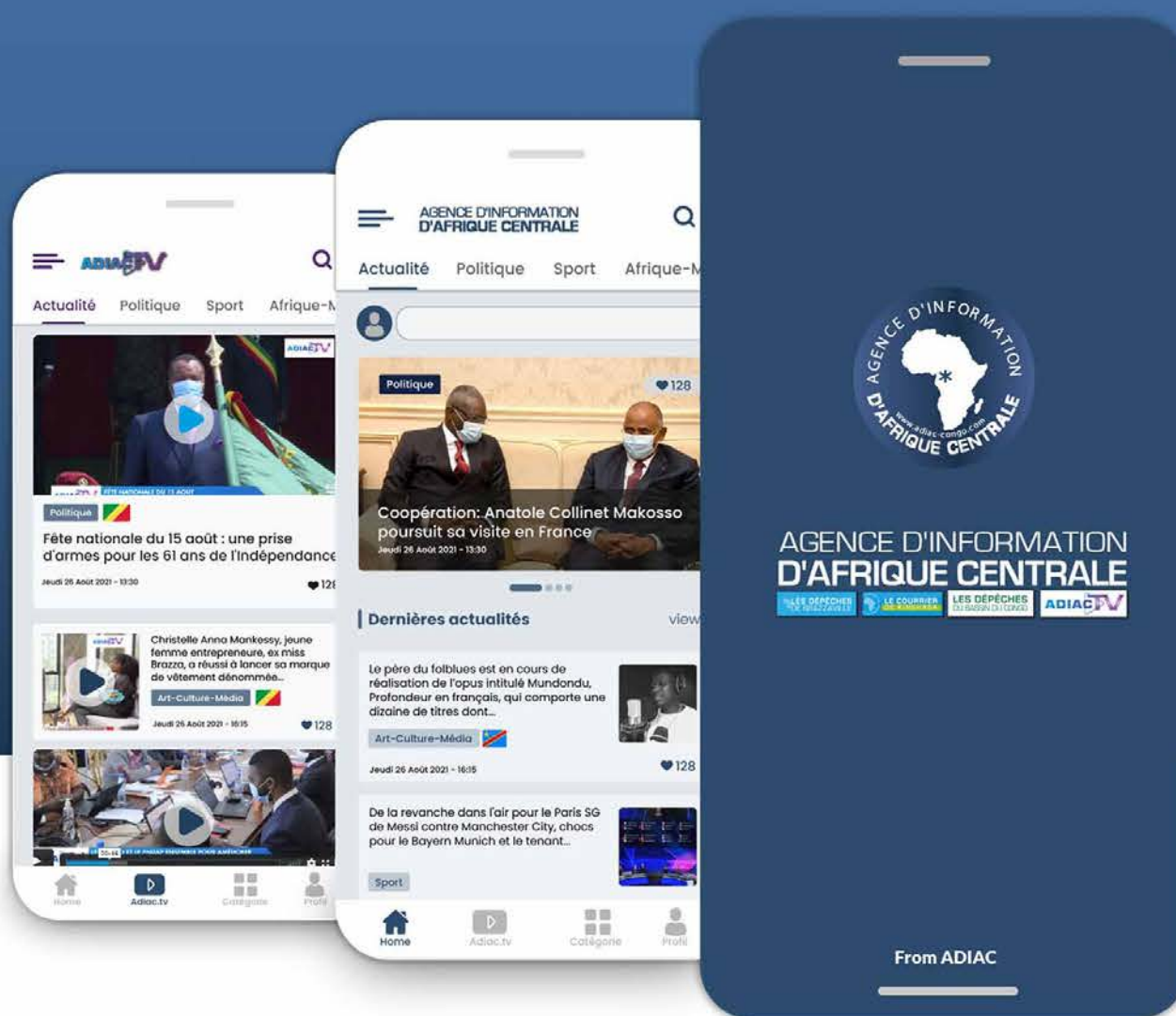
AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES
DU BASSIN DU CONGO

ADIAC TV



TELECHARGEZ L'APPLICATION MOBILE

ADIAC CONGO



Scannez le QR code
pour télécharger
l'application

COOPÉRATION

Denis Sassou N'Guesso en séjour de travail à Paris

Le président Denis Sassou N'Guesso est arrivé dans la capitale française le 22 mai. Son séjour de travail prévoit, entre autres, un tête-à-tête avec le président Emmanuel Macron, une rencontre avec le patronat français et des échanges avec la diaspora congolaise.

Cette visite est une opportunité pour le Congo et la France de réaffirmer leurs liens d'amitié historiques en redynamisant leur partenariat dans des domaines d'intérêt commun.

Les Dépêches de Brazzaville



Le président Denis Sassou N'Guesso avec l'ambassadeur de France au Congo et celui du Congo en France/DR

ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

Nomination des administrateurs-maires

Les administrateurs-maires d'arrondissement et de communauté urbaine ont été nommés le 21 mai en tenant compte de la nouvelle configuration territoriale du Congo avec quinze départements dont les trois nouveaux : Nkeni-Alima, Congo-Oubangui et Djoué-Léfini. À Brazzaville, l'on note deux changements : dans le cinquième arrondissement Ouenze, Grâce Steph Ivossot succède à Marcel Nganongo désormais préfet du département de la Bouenza tandis que Guy Ruffin Adampot a remplacé Ida Victorine Ngampolo dans le neuvième arrondissement Djiri. À Pointe-Noire, Yolande Batchi Landou prend la place de Jean Toussaint Max Loemba dans le quatrième arrondissement, Loandjili.

En dehors des entrants, sortants et mutés, plusieurs administrateurs-maires d'arrondissement et de communauté urbaine sont maintenus à leur poste.

Les Dépêches de Brazzaville

FÉCOFOOT

La Fifa inflige des sanctions aux membres de la Commission ad hoc

La Commission de discipline de la Fédération internationale de football association (Fifa) a décidé de suspendre provisoirement jusqu'au 2 août de toute activité liée au football et conformément à l'article 70, les principaux responsables de la Commission ad hoc ayant occupé illégalement le siège de la Fédération congolaise de football (Fécofoot).

Les responsables suspendus sont William Bouaka, Alain Roch Francky Loemba, Wilfried Bruno Monka, Oumar Djim et Fred Heryl Tinio Mandounou. Par ailleurs les responsables du football féminin reconnus coupables dans l'affaire de harcèlement sexuel sont lourdement frappés par la Fifa et sont provisoirement suspendus de toute activité liée au football pour une longue durée de dix ans. En rappel, la Fécofoot avait sonné la fin de la récréation et annoncé, depuis le 30 mai, l'ouverture d'une enquête contre les dirigeants impliqués dans les cas de harcèlement sexuel des joueuses, en s'appuyant sur de récentes révélations faites par les victimes.

« Nous allons saisir les services compétents pour que les enquêtes soient menées. Les personnes dont les noms ont été cités doivent répondre au moment venu. Nous allons aussi, en interne, ouvrir une enquête avec la Commission d'éthique de la Fécofoot », avait déclaré son président, Jean Guy Blaise Mayolas.

J.G.E.

TOURNOI MAURICE REVELLO 2025

La Fécofoot apporte un démenti quant à la participation des Diablos rouges U-20

La Fédération congolaise de football (Fécofoot) a publié, le 21 mai à Brazzaville, un communiqué dans lequel elle ne reconnaît pas l'engagement de l'équipe nationale U-20 du Congo au tournoi Maurice Revello 2025 prévu du 3 au 15 juin.

« A ce jour, aucune décision officielle n'a pas été prise par les instances compétentes de la Fécofoot pour inscrire une sélection nationale à cette compétition. Par conséquent, toute publication relative à une prétendue participation, notamment la diffusion d'une liste de joueurs, ne saurait engager la responsabilité de la fédération », peut-on lire dans le communiqué de presse.

La Fécofoot s'étonne, par ailleurs, de la circulation d'informations non validées et tient à rappeler qu'elle seule est légalement habilitée à représenter, engager et gérer les sélections nationales dans toutes les compétitions internationales,

conformément aux règlements en vigueur de la Fédération internationale de football et de la Confédération africaine de football. « En conséquence, la Fécofoot se réserve le droit de saisir le Tribunal arbitral du sport pour faire valoir ses droits et prendre toutes les mesures nécessaires afin de préserver l'intégrité des sélections nationales. La Fécofoot appelle à la responsabilité de tous les acteurs du football congolais, au strict respect des procédures, et à la protection de l'image du sport roi dans notre pays », a-t-elle conclu.

James Golden Eloué

CINÉMA

« Violent » d'Albe Diaho, un cri contre les violences conjugales

Le cinéma congolais s'apprête à accueillir une œuvre poignante avec la sortie prochaine de « Violent », le nouveau film du réalisateur et acteur Albe Diaho. Ce long métrage sera projeté en avant-première, le 25 mai à Canal Olympia de Poto-Poto, à Brazzaville, suivi d'une projection le 1^{er} juin à Pointe-Noire.

« Violent » s'annonce comme une véritable thérapie pour les femmes subissant des violences conjugales au quotidien. À travers ce film, Albe Diaho met en lumière les souffrances souvent silencieuses des victimes, offrant une plateforme pour la sensibilisation et la réflexion.

La bande-annonce, disponible sur les réseaux sociaux, dévoile une atmosphère intense et émotionnelle, promettant une immersion profonde dans la réalité des violences domestiques. Le casting réunit des talents tels que Christelle Nanda, Young Ace Waye, Dinel Desouza, et Albe Diaho lui-même,

qui incarne également un rôle dans le film.

Albe Diaho, natif de Pointe-Noire, est une figure emblématique du cinéma congolais. Depuis ses débuts en 2010 avec Ciné art connexion, il a exploré divers rôles en tant qu'acteur, réalisateur, scénariste et dialoguiste. Son parcours a été marqué par des œuvres telles que « Diboulou », premier film congolais diffusé sur Nollywood TV, et « Le choix », un long métrage salué pour sa profondeur émotionnelle. Diaho est reconnu pour sa capacité à aborder des thématiques sociales complexes, offrant des récits qui

résonnent auprès du public.

Avec « Violent », Diaho poursuit son engagement en faveur de causes sociales, utilisant le cinéma comme un outil de changement et de prise de conscience. Ce film est une invitation à briser le silence entourant les violences conjugales et à encourager le dialogue au sein de la société congolaise. A tous les acteurs sensibles à cette réalité, ne manquez pas cette œuvre cinématographique majeure lors de ses projections à Brazzaville et à Pointe-Noire. « Violent » est plus qu'un film ; c'est un appel à l'action et au changement.

Merveille Jessica Atipo